



Ce manifeste a été adopté par le 8° Congrès National du PSU (Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972) Tema-éditions, collection Tema-action, 1973

CHAPITRE 4

NOTRE LUTTE POUR LE SOCIALISME

Le socialisme que nous voulons construire ne naîtra pas des seules contradictions du capitalisme. Il faut pour le réaliser une volonté politique, une force capable de l'exprimer.

I. UNE STRATEGIE POUR VAINCRE

A) L'unité des travailleurs, l'Unité populaire

Il n'y a pas de transformation économique, sociale et politique du système actuel si ceux qui en subissent quotidiennement l'exploitation et l'oppression ne s'unifient en un combat commun. Mais l'urgence et la nécessité de l'unité des travailleurs ne peut s'accommoder de raccourcis. Le plus commode serait de la réduire à une coalition de mécontents du système. Le parti communiste a choisi cette voie en se contentant de soutenir toutes les revendications, des cadres jus-

qu'aux O.S. sans s'interroger sur les contradictions réelles qui divisent les forces populaires. Cette attitude peut paraître payante. Elle ouvre en fait la voie à un « poujadisme de gauche ». Elle contribue à la dispersion des individus et des collectivités de travailleurs, qui, incapables de devenir acteurs de leur libération politique, sont contraints de s'en remettre à d'autres pour la réaliser à leur place et selon leur guise.

Il n'y a pour le socialisme de chances sérieuses que si l'on s'attaque dès aujourd'hui aux conflits qui divisent les travailleurs.

Au sein de la classe ouvrière d'abord : celle-ci subit directement les conséquences de la division sociale du travail : O.S. et techniciens, jeunes et vieux, hommes et femmes, travailleurs français et travailleurs immigrés ; plus leur division est grande, plus grande aussi est la difficulté à se reconnaître collectivement partie prenante d'une même classe sociale. Travailler à unifier la classe ouvrière est une de nos tâches prioritaires : cela ne signifie pas trouver le plus grand commun dénominateur de toutes les revendications. Cela ne veut pas dire non plus proclamer en son sein telle ou telle « avant-garde », techniciens hier, O.S. aujourd'hui, ou immigrés. L'unifier, cela signifie proposer des objectifs et des formes de lutte capables de souder entre eux les travailleurs productifs (cf. chapitre 2. I. et chapitre 4. IL).

Au sein des forces populaires ensuite : cela concerne en premier lieu l'unité à réaliser entre ouvriers et

paysans-travailleurs. Celle-ci n'est possible que si les paysans prennent conscience que la lutte des classes les traverse, qu'ils sont eux-mêmes exploités par les gros propriétaires fonciers et les industries agro-alimentaires. Dès lors, une solidarité concrète est possible dans les combats respectifs des ouvriers et des paysans (cf. Joint Français, grève du lait) ou dans des luttes communes (cf. Entremont).

Cette unité s'étend aussi à tous ceux qui découvrent dans leur travail l'absurdité de l'organisation capitaliste : chercheurs scientifiques, intellectuels, cadres, etc. Mais elle ne peut se réaliser par leur simple addition. La place privilégiée que ces couches occupent, les avantages qu'elles en tirent (et notamment pour nombre d'entre elles, une partie de la plus-value extorquée aux travailleurs) nécessitent que soit menée en leur sein une lutte politique et idéologique constante. Il ne peut en particulier y avoir de compromis avec elles sur la nécessité de comprimer l'éventail des rémunérations et de remettre en cause la hiérarchie du commandement. Leur liaison avec les ouvriers et les paysans-travailleurs doit se faire avant tout sur une base collective ; elle ne se résume pas en une somme de ruptures individuelles avec leur classe d'origine. Les révolutionnaires doivent savoir mettre en évidence à quel point ceux qui ont aujourd'hui une place déterminante dans la production subissent une contradiction croissante entre les moyens scientifiques dont ils disposent et la finalité de plus en plus irrationnelle que le capitalisme assigne à leur travail.

B) Une force politique révolutionnaire, pour réaliser un projet socialiste

Pour tous ceux qui estiment que le socialisme à construire dans des pays industriellement développés est un socialisme de la liberté, de l'autogestion et de la maîtrise collective des hommes sur leur travail et sur leur vie, quel est le choix ? Le parti communiste ne peut les représenter. Le parti socialiste actuel, héritier de la vieille tradition social-démocrate et des compromis constants passés avec la bourgeoisie n'est pas non plus cet instrument. Qu'il faille compter avec ces forces, c'est une évidence que nous analysons en détail dans la dernière partie de ce texte. Mais il faut faire plus : le PSU ne représente aujourd'hui qu'un élément d'une force socialiste autogestionnaire qui reste encore plus sociale que politique. Notre volonté est précisément de la créer ? Non pas seuls bien entendu. Mais avec tous ceux, syndicalistes ou non, organisés, politiquement ou non, qui entendent dépasser le cadre des luttes revendicatives pour réaliser le socialisme.

Nous partageons cet objectif avec certaines des organisations révolutionnaires actuelles. Nous sommes en désaccord avec d'autres sur les objectifs comme sur les formes de lutte. En tout état de cause, nous ne pensons pas qu'un parti unique soit indispensable pour animer et représenter l'ensemble du combat révolutionnaire.

Pour cette raison le PSU, chaque fois que c'est possible, unifie son action avec celle des militants révolutionnaires, qu'ils soient organisés dans des groupes politiques ou des syndicats. Il confronte sa ligne

politique avec celle d'autres militants ou d'autres organisations ; c'est avec l'ensemble des militants engagés dans les luttes anti-capitalistes et en rupture avec la stratégie réformiste que le PSU entend mener ce débat. Une de nos tâches politiques essentielles est de favoriser la construction de l'organisation politique nécessaire à l'action. En effet, une stratégie révolutionnaire ne peut se contenter d'additionner les luttes : elle doit les faire converger afin de désigner aux travailleurs l'adversaire qu'ils doivent renverser : l'Etat capitaliste.

Un parti révolutionnaire est une organisation consciente des travailleurs dans leur lutte pour leur émancipation. Il doit aider les travailleurs à se préparer à un affrontement victorieux contre l'Etat bourgeois. Pour cela, il doit assumer plusieurs fonctions :

a) il doit être capable d'analyser le niveau de conscience des masses, de donner leur plein développement politique aux revendications et de construire une ligne politique à partir des besoins des masses, ligne qui désigne les objectifs à atteindre, les moyens à mettre en œuvre et l'adversaire à abattre.

b) il doit s'efforcer de cordonner les luttes éparses afin de donner toute sa force au mouvement des masses et de transformer les révoltes diverses en un processus révolutionnaire conscient, il doit faire converger les luttes et les centraliser contre la bourgeoisie et son Etat.

c) il doit être le ferment essentiel de l'unité des

travailleurs en prenant en compte les contradictions qui les traversent et en permettant leur dépassement dans les mots d'ordre, les revendications, les formes de lutte et d'organisation.

d) il doit être le lieu d'élaboration d'une pédagogie politique visant à surmonter les contradictions au sein de la classe. Pour remplir cette tâche le parti doit se doter de structures insérées dans les luttes et s'efforçant de faire échec aux divisions imposées par la classe dominante (division de la classe ouvrière, division entre couches populaires, division entre les luttes sociales et les luttes politiques, etc.).

C'est ainsi qu'il pourra comprendre les revendications, les traduire en ligne politique et contribuer à la politisation des luttes. C'est pour cela que le PSU essaye de transformer son organisation. Il donne la priorité au travail dans les entreprises. Il s'organise en groupes d'intervention par front de lutte (groupes d'entreprises — groupes paysans — groupes intervenant sur les cités HLM ou sur les quartiers populaires, ou sur les transports). Il essaye de mettre en place des fédérations régionales aptes à coordonner les luttes. Il est conscient qu'il lui faut poursuivre son effort.

Le Parti est régi par les règles du centralisme démocratique. Toutefois nous savons que l'histoire du mouvement ouvrier est lourde de déviations criminelles. Ce principe signifie, après plus large débat, que la décision majoritaire devient la ligne politique du parti et son application dans l'action s'impose à tous les échelons et pour tous les militants. Cela oblige à dévelop-

per les responsabilités des militants et à diffuser les informations nécessaires à tous les niveaux pour que les décisions soient prises en toute conscience.

Dès aujourd'hui le PSU intervient dans les luttes par ses mots d'ordre, il essaye d'élargir les luttes par la création de comités de soutien ou par la coordination au niveau des trusts ou des branches industrielles. Il sait qu'il ne doit pas pratiquer le tout ou rien, et qu'il faut conclure des armistices, afin de permettre aux travailleurs de reprendre des forces. Seule la confrontation de la ligne politique avec la pratique dans les entreprises, les quartiers et les campagnes permet la progression de la théorie afin qu'elle devienne une arme pour les militants dans les luttes.

On ne peut méconnaître aujourd'hui l'importance des organisations de masses traditionnelles que s'est donné la classe ouvrière au cours d'un long passé de luttes, les rejeter a priori parce que jugées réformistes et intégrées à la bourgeoisie n'est pas une attitude objective pour les militants révolutionnaires ; c'est en effet en leur sein que l'on rencontre les militants les mieux formés et les plus engagés de la classe ouvrière et dont les paroles et les actes trouvent encore aujourd'hui un large écho parmi les travailleurs. Être absent des organisations de masse c'est se priver du meilleur moyen d'être entendu des travailleurs et c'est y laisser le champ libre aux réformistes de tout poil.

Il est donc une obligation absolue de militer dans une organisation de masse (syndicats ouvriers, comités d'usagers, de consommateurs, etc.).

Toutefois, il peut arriver dans des cas restreints

que l'on se trouve confronté dans une entreprise ou un quartier à une organisation irrémédiablement intégrée au système bourgeois. Il appartient alors aux militants de susciter une nouvelle organisation sur des bases saines.

Au sein de leurs organisations de masse, les militants révolutionnaires ne limiteront pas leurs interventions au niveau de l'appareil de direction : cette intervention sera au contraire principalement orientée vers les travailleurs. C'est en effet au travers des luttes vécues quotidiennement qu'ils proposeront la stratégie de rupture contenue dans le concept de contrôle ouvrier, seul capable de contrecarrer la légalité bourgeoise.

Le Parti est opposé à la création de fractions à l'intérieur des organisations de masse. En fragmentant des organisations, en créant des clivages et en les multipliant souvent artificiellement cette pratique est de nature à les affaiblir et à empêcher l'indispensable unité de la classe ouvrière.

Par contre, les militants révolutionnaires se batront pour exiger dans chaque secteur la libre expression des travailleurs par le respect de la démocratie ouvrière de base se concrétisant par l'assemblée générale des travailleurs, l'organisation de comités de grève, d'action, de soutien regroupant syndiqués et non-syndiqués, adhérents et non-adhérents.

C) La lutte d'aujourd'hui détermine le socialisme de demain

Il n'y a pas de voie unique pour la destruction du

capitalisme et la construction du socialisme. Choisir a priori la lutte électorale ou la lutte violente dispense de cette analyse, mais ne peut que conduire à l'échec. L'une ou l'autre d'ailleurs ne représentent que des points d'appui tactiques et momentanés, leur seul support réel est la mobilisation populaire. Ce que nous savons, c'est qu'en tout état de cause, une victoire électorale est insuffisante pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie. L'Etat n'est pas neutre et il ne suffit pas d'en changer le personnel politique pour en bouleverser la nature. Nous savons également que les classes possédantes n'ont jamais accepté sans réagir d'être dessaisies de leur pouvoir. C'est pourquoi la lutte contre les appareils de répression, et le bouleversement du système de défense armée constitue un objectif essentiel pour les socialistes. Mais en aucun cas, la lutte armée ne peut apparaître a priori comme une forme de libération privilégiée des travailleurs. Toute guerre civile porte en elle les germes de nouvelles répressions. La responsabilité des révolutionnaires a toujours été de réduire au maximum le coût humain d'une transformation sociale. C'est en ce sens que leur violence — quand ils sont amenés à en faire usage — est collective et responsable et qu'elle s'oppose à la violence aveugle et réactionnaire de la répression bourgeoise. Les mots d'ordre et les formes de lutte choisis par les forces révolutionnaires ne peuvent être contradictoires avec les nouveaux rapports sociaux qu'elles veulent instaurer.

D) « La patience est une vertu révolutionnaire »

Cette phrase de Lénine reste actuelle. Si nous avons

appris de mai 68 qu'il nous faut savoir « prendre nos désirs pour des réalités », ce ne peut être au détriment du long travail politique que nécessite la constitution des travailleurs en force politique. Ce travail ne peut échapper totalement au système politique actuel. Tant que subsistera le capitalisme, il s'essaiera, et souvent réussira, à intégrer en en déformant le sens et la portée les revendications économiques, sociales et politiques qui lui étaient au départ étrangères. Ainsi en a-t-il été des principales conquêtes ouvrières, du suffrage universel, des libertés syndicales et politiques. Pour autant, ce terrain ne cesse pas, pour nous, d'être l'enjeu d'un combat permanent. Le PSU continuera à être présent dans les combats pour conquérir des responsabilités de type institutionnel (municipales ou législatives), chaque fois qu'elles pourront servir à renforcer le combat socialiste. Il s'y refusera au contraire quand cet intérêt sera nul ou que sa participation à des institutions créerait la confusion sur les fins de son combat. C'est là affaire d'analyse concrète et non de choix a priori.

II. CONTROLER AUJOURD'HUI POUR PRENDRE EN MAINS DEMAIN

Le mouvement socialiste s'est souvent caractérisé au cours de son histoire par une coupure totale entre l'avenir qu'il proposait et le présent dans lequel il se battait. Cette coupure s'est traduite de différentes ma-

nières : celle des « générations sacrifiées » dans l'U.R.S.S. de Staline au profit d'un socialisme et d'un communisme qu'on annonçait libérateurs, mais qu'elles ne verraient pas ; celle, plus prosaïque, des partis sociaux-démocrates, chantant l'Internationale dans leurs congrès, mais prêts auparavant à n'importe quel compromis pour gérer eux-mêmes le capitalisme ; celle enfin des forces révolutionnaires incapables de donner une valeur mobilisatrice à leurs objectifs parce que ne réussissant pas à préfigurer par leurs formes de lutte des rapports sociaux différents pour l'avenir.

Le mouvement révolutionnaire à cet égard oublie trop souvent une des leçons essentielles de mai 68 : il n'y a de mobilisation populaire que si le combat mené aujourd'hui contre le capitalisme représente déjà pour ceux qui le mènent une forme de libération par rapport à leur vie actuelle.

Cette nécessité peut sans doute conduire à toutes les illusions : ce peut être l'impatience, c'est-à-dire l'incapacité d'accepter le temps nécessaire pour la réalisation d'une transformation révolutionnaire. Ce peut être aussi une variante moderne du réformisme : il suffirait que chaque collectivité transforme, dans l'entreprise, dans l'école, à la ville et à la campagne les rapports sociaux qui sont les siens pour faire basculer à terme l'ensemble du système. Une certaine utilisation du terme « changer la vie » devient ainsi un alibi pour éviter de transformer les rapports de propriété et de production, pour juger négligeable l'attaque contre l'appareil d'Etat et inutile son bouleversement.

Ce peut être enfin le refus de toute médiation politique : la recherche d'un bonheur limité au groupe res-

treint auquel on appartient, le mythe d'un espace et d'un temps à retrouver pour échapper à l'exploitation et à la domination subies quotidiennement : retour à la terre, communautés fermées sur elles-mêmes, refus de tout combat politique.

Ces illusions possibles et sans doute inévitables ne peuvent pourtant nous détourner d'un objectif essentiel : changer la vie demain dans les rapports de propriété, de travail et de pouvoir suppose que le combat anticapitaliste commence dès aujourd'hui à montrer qu'un système alternatif au capitalisme et qu'une vie différente sont possibles.

La nature du capitalisme actuel rend plus urgente cette nécessité. Capable en partie d'assurer une régulation sur le plan économique, il est contraint par ailleurs d'accentuer la division sociale du travail : l'organisation parcellaire du travail, la division de la classe ouvrière par l'intermédiaire d'une politique de la bourgeoisie axée sur l'accentuation des hiérarchies au niveau des salaires et des fonctions, la décomposition de toutes les formes de vie collective en constituent des éléments essentiels.

Du coup, c'est aujourd'hui et pas seulement après une conquête du pouvoir d'Etat que la lutte contre la division sociale du travail doit être menée.

Dans l'entreprise, dans la ville, dans l'école et à la campagne — sur le plan de l'organisation du travail comme sur celui des moyens d'information, de formation et de communication. Dans tous les cas, notre objectif, un socialisme fondé sur l'autogestion, suppose que notre axe de lutte central aujourd'hui dans la production, comme hors de la production doit être celui

du contrôle des travailleurs. *Contrôler aujourd'hui pour prendre en mains demain, tel est l'axe de notre combat actuel. Les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront.*

Si le PSU ne propose pas aujourd'hui un programme de gouvernement, ce n'est pas seulement parce qu'il est en désaccord avec celui qui est présenté par le parti communiste et le parti socialiste. C'est parce qu'un programme de gouvernement ne peut que se limiter dans la situation actuelle à l'énoncé d'un ensemble de mesures compatibles avec le fonctionnement du capitalisme. Un gouvernement ne constitue qu'un appui tactique dans l'ouverture de la transition au socialisme. Ce qui constitue par contre le critère déterminant pour apprécier quels objectifs peuvent être atteints pendant une période, c'est le niveau de combativité collective des travailleurs.

C'est ce qu'illustrent les conquêtes ouvrières de 1936. Socialistes et communistes s'étaient alliés au plus grand parti de la bourgeoisie qui était alors le parti radical. Ils s'étaient mis d'accord sur un programme commun qui comprenait quelques rares mesures concrètes comme l'abrogation des lois scélérates, la réforme de la presse, la démocratisation de la radio, la répudiation de la diplomatie secrète et une retraite suffisante pour les vieux, Le gouvernement de Front populaire n'a pas appliqué une seule de ces mesures.

Des conquêtes de 1936, aucune n'était prévue par le programme commun : ni les contrats collectifs, ni les délégués ouvriers, ni les 40 heures, ni les congés payés. Toutes ces conquêtes ont été imposées au pouvoir par les grandes grèves de mai-juin 36. Léon Blum

a pu se targuer en 1942 d'avoir sauvé le régime d'une « situation quasi révolutionnaire ». Dès qu'à l'appel du parti communiste et du parti socialiste, les travailleurs ont relâché leur pression et cessé l'occupation des usines, la Chambre de Front populaire a cessé de voter des réformes. Ce fut la pause, et bientôt la réaction, l'écrasement du mouvement ouvrier en 1938, la dictature bourgeoise la plus réactionnaire, et la Chambre de front populaire a terminé son existence en 1940 après avoir installé le régime de Pétain.

En mai 68, les travailleurs français ont pu faire l'expérience de leur force ; c'est parce qu'ils étaient en grève, bloquaient la production et occupaient les usines qu'ils ont obligé le patronat à négocier. C'est par leur lutte qu'ils ont arraché le SMIG à 600 F, l'unification du salaire minimum agricole et du SMIG, les hausses de salaires. Dès qu'ils ont relâché leur pression, la bourgeoisie a répondu par la hausse des prix, l'augmentation des cadences, les licenciements.

L'expérience montre en effet que les travailleurs n'obtiennent jamais que ce qu'ils arrachent. Même si la bourgeoisie essaie de faire croire le contraire. Les contrats sociaux, la nouvelle société et la politique contractuelle, l'association capital-travail, sont autant de mythes pour la classe ouvrière. Leur seul objet est de tenter de détourner l'action syndicale du champ de la lutte des classes. C'est pourquoi il est grave qu'un certain nombre d'organisations comme la CFTC et FO, voire dans certains cas certaines directions fédérales de la CFDT ou de la CGT aient accepté d'entrer dans ce jeu. Mais la grande majorité de la classe ouvrière a

montré qu'elle refuse d'être complice de sa propre exploitation en se liant au patronat.

Pour toutes ces raisons le PSU ne propose pas un catalogue de lois que pourraient accepter les forces capitalistes. Il ne demande pas aux travailleurs de lui faire confiance pour les promouvoir, après de bonnes élections. Il leur dit : comptez sur vous-mêmes, pour imposer votre volonté. Vous trouverez les révolutionnaires avec vous pour le faire.

Bien entendu, tout ne peut changer d'un seul coup de baguette magique. Mais aujourd'hui, la classe ouvrière et les travailleurs peuvent imposer leur contrôle sur tous les rouages de l'économie et de la société : tel est bien le sens de notre objectif actuel : contrôler aujourd'hui pour demain prendre en mains.

A) VIVRE...

Avant même de changer la vie, il faut d'abord survivre. Dans notre société, les formidables progrès de la technique ne bénéficient guère qu'aux classes dirigeantes et aux privilégiés. Les progrès de productivité ont été essentiellement accaparés par la bourgeoisie qui a pu multiplier les investissements, gages de nouveaux profits. La hausse des salaires a profité surtout aux cadres supérieurs dont les salaires ont été multipliés par 7 de 1950 à 1970 (sans tenir compte de la hausse des prix) alors que ceux des ouvriers ne l'ont été que par 5. L'écart ne fait que grandir : les salaires des ca-

dres supérieurs de trois fois plus élevés que ceux des ouvriers en 1950, sont à présent près de cinq fois plus élevés. De plus, la hausse des prix a surtout touché les produits de grande consommation, frappant d'autant plus lourdement les classes exploitées.

Encore s'agit-il du « salarié moyen » ce qui permet de mieux cacher tous les salaires supérieurs. Sans doute le salaire moyen ouvrier est de 1.200 F par mois, mais trois millions de travailleurs gagnent moins de 1.000 F, 800.000 moins de 800 F. Seuls, ceux dont le pouvoir d'achat permet de ne pas se poser le problème des besoins essentiels peuvent mépriser de telles revendications salariales, sous prétexte qu'elles sont quantitatives, et ne mettent pas en danger le régime. Pour les ménages ouvriers, obsédés par les fins de mois, elles sont bien entendu primordiales.

a) Un salaire pour vivre

C'est pourquoi nous devons nous battre :

— Pour l'obtention immédiate des 1.000 F minimum ; ce chiffre n'est bien entendu valable que pour la période actuelle et doit être revalorisé en fonction du coût de la vie ;

— Pour la mensualisation de l'ensemble des catégories de travailleurs avec les avantages qui lui sont liés.

Nous savons aussi comment le capitalisme peut ré-

cupérer rapidement par la hausse des prix ce qu'il a cédé sur le plan salarial.

Aussi devons-nous combattre également :

— Pour le blocage des prix des produits de grande consommation ;

— Pour l'échelle mobile (sur les taux de base des salaires) contrôlée par les organisations des travailleurs.

b) Des augmentations uniformisées

Si le mot d'ordre de l'échelle mobile doit être repris, c'est essentiellement parce qu'il est la riposte générale à la hausse du coût de la vie. Mais les augmentations salariales par pourcentage bénéficient en fait directement aux salaires supérieurs et particulièrement aux cadres de gestion qui sont les moins présents dans les luttes ouvrières et qui souvent les freinent ou les brisent.

C'est pourquoi nous devons avoir comme objectif :

— L'augmentation uniforme des salaires, sauf pour les salaires à moins de 1.000 F qui doivent être immédiatement revalorisés à ce chiffre ;

— L'intégration des primes fixes au salaire ; primes dont se sert aujourd'hui le patronat pour diviser les travailleurs ;

— La suppression des primes et des salaires de rendement ;

— L'unification des salaires de base par catégories, quelle que soit la branche professionnelle ;

— L'établissement progressif (notamment par des augmentations inversement proportionnelles au salaire), d'une grille unique de l'OS à l'ingénieur, où serait réduite la dispersion salariale.

c) Suppression des officines de travail intérimaire

En 15 ans, l'intérim est devenu une pratique courante pour toutes les boîtes industrielles, commerciales ou de services.

On peut dire que les entreprises qui utilisent le plus systématiquement les officines de travail temporaire sont celles qui exploitent le plus durement leur personnel.

D'une façon générale, les officines de travail temporaire sont devenues pour les patrons des alliés privilégiés contre toutes les formes de revendication de masse de la classe ouvrière.

En effet, elles permettent aux patrons de :

- camoufler le chômage ;
- payer moins cher le travailleur et l'isoler ;
- utiliser les intérimaires pour briser les grèves ;

— rendre impossible pour les intérimaires la possibilité de faire grève étant donné leur isolement et leur vulnérabilité.

Bref, par le biais de l'intérim, le patronat reprend aux travailleurs leurs droits fondamentaux, leurs acquis, leurs moyens de défense.

Il est intolérable que le patronat puisse assimiler le travailleur à une marchandise et que cela se passe malgré les lois, ordonnances et décrets, toujours en vigueur.

Le problème de l'intérim est d'autre part lié au problème des travailleurs immigrés. Un travailleur immigré ne trouvera pratiquement aucune entreprise acceptant de l'utiliser comme ouvrier professionnel, comme ouvrier qualifié. Les sociétés d'intérim par contre peuvent le faire : elles y trouvent avant tout un profit immédiat et ne courent aucun risque

Dès maintenant nous devons joindre à nos objectifs de lutte prioritaires la suppression des officines de travail temporaire.

d) La limitation de la durée du travail

Le progrès technique aurait dû permettre depuis longtemps de réduire la vie de travail et la durée hebdomadaire de travail. Mais il faut se rapporter aux conditions actuelles du travail. Depuis 20 ans, les minimales réductions des horaires de travail ont été totalement récupérées par l'augmentation du temps de transport. Les travailleurs sont peut-être un peu moins à

l'usine ou au bureau, mais plus longtemps dans les moyens de transport en commun ou individuel. Comme les dockers et les métallos de Rotterdam, les travailleurs doivent obtenir l'intégration du temps de transport dans le temps de travail et le paiement de la carte de transport par l'employeur. Plus largement, le temps de travail ne peut plus être identifié au temps mis à produire : il représente le temps retiré à la vie de chacun sur ses loisirs ou sa vie de famille pour travailler. Le temps de repas par exemple doit être intégré au temps de travail.

C'est dans cette perspective que se repose la question du droit des travailleurs aux quarante heures hebdomadaires. Ce chiffre ne doit pas en outre être pris d'une façon absolue : il dépend des conditions de travail. On le voit pour les travailleurs postés. Si l'objectif immédiat est le retour aux quarante heures par la généralisation de la rotation en cinq postes, il faut lutter dès maintenant pour six postes en feux continus du fait des contraintes imposées aux travailleurs (pas de vie familiale, conditions de vie qui changent avec le rythme des modifications de poste, etc.). Ce type de travail doit être limité aux nécessités matérielles de l'outil de travail (exemple : fours qu'on ne peut arrêter), et non à la volonté de rentabiliser à outrance. Ce problème se pose pour tous les postes de travail où les conditions de vie, d'hygiène et de sécurité sont particulièrement pénibles.

La revendication de la retraite à 60 ans s'inscrit dans la même perspective : le chiffre de 60 ans doit être un droit (et non une obligation) pour les travailleurs. Il doit être adapté aux conditions réelles du tra-

vail : à quoi sert de reconnaître le droit à la retraite à 60 ans pour un travailleur mort à la tâche à 55.

B) CHANGER LA VIE A L'ENTREPRISE...

S'il n'est pas possible d'emblée d'établir la gestion par les travailleurs de l'ensemble de l'économie de la société (ce qui suppose la prise du pouvoir et la constitution de conseils de travailleurs), s'il est encore moins possible de supprimer d'emblée le salariat (ce qui suppose la disparition du système marchand en général), il est possible d'imposer dès maintenant un changement significatif sur le lieu de travail. Jusqu'à présent, les travailleurs (aussi bien intellectuels que manuels) sont des rouages d'une machine qui les manipule dans le cadre de la division capitaliste fortement hiérarchisée du travail. Loin de se faire les cogérants de cette machine, ils peuvent imposer collectivement leur volonté.

De plus, la manière dont les travailleurs imposeront des changements constitue déjà un apprentissage de leur propre pouvoir.

Dans l'entreprise, changer la vie, cela signifie d'abord changer les rapports au travail, c'est-à-dire entre travailleurs et par rapport à ce qui est produit ; c'est pourquoi les objectifs suivants s'imposent :

a) Un même statut

Cela exige d'abord que tous les travailleurs soient

égaux en droit, alors que le capitalisme les divise en multipliant les statuts juridiques. Comme nous proposons la grille unique des salaires, nous proposons le statut unique de l'OS à l'ingénieur. La lutte contre la ségrégation sociale entre les travailleurs français et immigrés, femmes-hommes, jeunes-adultes, est un objectif prioritaire.

b) Le contrôle des cadences et des horaires

Des luttes nombreuses, en France ou en Italie, ont vu les travailleurs imposer leur contrôle des cadences ou des horaires. Ici, les travailleurs réduisent les cadences trop élevées, ici, ils arrêtent le travail un quart d'heure plus tôt. Mais ces tentatives de contrôle ouvrier restent sans lendemain si le contrôle ne s'étend pas à tous les problèmes de l'entreprise.

c) Contrôle des conditions de travail

Il s'agit essentiellement pour les travailleurs d'imposer leur contrôle :

— Sur la sécurité (accidents) et l'hygiène (silicose par exemple) ; ce ne sont pas les primes qui leur rendront la santé, c'est la machine qu'il faut changer pour qu'elle cesse de tuer.

— Sur l'organisation de la production ; le patronat, pour augmenter la productivité, parcellise le travail, et utilise nombre de techniques (postes, spécialisation,

etc.). C'est contre cela que les OS de Renault Le Mans se sont battus en mai 71 ;

— Sur la hiérarchie : pour mieux diviser, les patrons ont mis en place tout un système hiérarchique qui répond aux exigences non de la qualification, mais de la division et de la mise en condition. Les travailleurs doivent connaître les critères de la qualification. Il faut exiger la publicité des feuilles de salaires.

— Sur l'embauche et les licenciements : pas de licenciement sans réemploi au même niveau de qualification.

— Sur l'enseignement professionnel et la formation : enseignement permanent — formation professionnelle et recyclage.

Le contrôle sur les finalités de la production n'est possible que si les travailleurs se rendent maîtres de la gestion industrielle.

Dans l'immédiat, le contrôle ouvrier impose la volonté autonome des travailleurs. C'est le contraire de la cogestion qui lie les travailleurs à leurs exploiters.

Certes ce contrôle ne fait pas disparaître les oppositions entre les travailleurs. Mais il permettra de les surmonter en les affirmant et en les confrontant. Il exige une information sur la marche de l'entreprise, la suppression du secret commercial, l'ouverture des livres de comptes, la reconnaissance du droit d'expression politique et syndical sur les lieux de travail, l'au-

la défense des acquis des luttes et des conquêtes ouvrières.

La démocratie ouvrière est une condition indispensable à sa réalisation, les syndicats gardant leur autonomie pour jouer leur rôle revendicatif. Elle doit être prise en charge par tous les travailleurs face à l'appareil hiérarchique directement lié à la direction de l'entreprise.

d) Nationalisations et expropriations

C'est une condition nécessaire mais non suffisante des changements dans l'entreprise.

Les principaux secteurs économiques sont aujourd'hui dépendants des intérêts privés de ceux qui les dirigent. Le socialisme a toujours revendiqué le passage à la collectivité des moyens de production. Mais s'il s'agit là d'une mesure nécessaire, elle ne crée pas par elle-même les moyens d'une maîtrise des hommes sur leurs outils de travail. Elle peut au contraire conduire à un capitalisme d'Etat qui ne modifie pas les rapports de travail et de pouvoir. (Cf. chap. « Vers quelle société ? » sur la nécessité de l'autogestion.)

Mais les nationalisations elles-mêmes doivent être un acte politique : elles doivent concerner les secteurs clés de l'économie et donc des secteurs actuellement rentables : l'ensemble du système de crédit, les trusts, pharmaceutiques et chimiques, l'industrie d'armement, les sources d'énergie, etc. Elles doivent être le résultat d'une lutte des travailleurs : il s'agit non pas de prendre à des particuliers, mais bien de redonner à la col-

lectivité la disposition de ses moyens de production. C'est dire que l'objectif doit être, en fonction du rapport de force, l'expropriation, c'est-à-dire la nationalisation sans indemnité ni rachat. Sans même parler de la légitimité des capitaux investis, il y a beau temps que ces investissements ont été amortis par les profits. L'indemnisation des petits épargnants ne doit en aucune manière servir de prétexte.

Il est clair qu'un tel objectif n'est possible qu'en cas de combativité importante et avec des moyens de contrôle économique et financiers aux mains d'un gouvernement mis en place par les travailleurs.

C) CHANGER LA VIE A LA CAMPAGNE

1) *Les luttes actuelles* : contrôler aujourd'hui. Les paysans travailleurs combattent pour un revenu minimum garanti.

Sécurité de l'emploi : contrôle des fermages, création d'un fond national contre les calamités naturelles.

Contrôle des sols à destination agricole : défense contre l'expropriation par l'armée, le tourisme et l'urbanisme sauvage.

Contrôle sur l'affectation des terres : cumuls, maintien en place des fermiers.

Chaque travailleur doit pouvoir, pendant sa vie active, disposer de son outil de production de façon individuelle ou collective.

Protection en commun avec les travailleurs des vil-

les des espaces naturels : montagne — forêt — cours d'eau — mer...

Contrôle de la production et du marché : contrôle par les agriculteurs et les ouvriers sur les industries en amont (engrais — produits chimiques — aliments du bétail — matériel agricole) ; et en aval (transformation des produits agricoles, industrie agro-alimentaire).

2) *La lutte pour la qualité des produits* : l'agriculture doit permettre à chaque citoyen de s'alimenter de façon saine et équilibrée, l'industrialisation à outrance de la production agricole (emploi intensif de défoliants, désherbants, pesticides, hormones sélectives, etc.) ne permet pas à l'agriculture de remplir cette fonction pour toute la population. On le comprend, puisque l'industrialisation de l'agriculture a été suscitée par le système capitaliste situé en amont et en aval de l'agriculture en vue d'augmenter ses propres profits.

3) *Demain : prendre en mains*

La transformation de l'agriculture sera l'œuvre des conseils locaux et régionaux.

Conseils locaux : formés par les assemblées générales des paysans travailleurs ;

Conseils régionaux : formés par les délégués des conseils locaux, des délégués des industries en amont et des délégués des consommateurs ;

Rôle des conseils : répartition des terres selon leur destination spécifique ;

Promouvoir la collectivisation des sols ;

Gestion de l'ensemble des terrains agricoles ;

Gestion du crédit — prise en main des coopératives ;

Gestion et entretien des zones naturelles domaniales et locales (suppression de l'Office des forêts, société fermière).

Elaboration de la planification de la production ;

La promotion culturelle des agriculteurs doit être l'objectif essentiel des Conseils.

D) CHANGER LA VIE, C'EST AUSSI CHANGER LA VILLE

Le cadre de vie traduit dans l'espace les structures de la société capitaliste, la ségrégation des classes impliquant la ségrégation de l'espace. La bourgeoisie se réserve les beaux quartiers du centre ou les sites boisés de la périphérie ; le prolétariat quant à lui est de plus en plus relégué dans les banlieues, en même temps que les couches populaires sont cloisonnées et isolées avec un soin particulier : ouvriers plus ou moins qualifiés dans les HLM des grands ensembles, immigrés dans les foyers-taudis, et les bidonvilles ; vieillards dans les hospices, jeunes travailleurs dans les foyers répressifs, étudiants dans les cités universitaires. Dans tous les cas, le travailleur est cantonné dans son logement ; celui-ci devient le lieu de fixation de toutes ses aspirations, le lieu de programmation de toutes ses activités sociales en dehors du travail. Dans ces grands ensembles où l'on se croise sans se connaître toute

conscience collective est facilement détruite, toute pratique sociale est atomisée.

Le capitalisme continue à récupérer hors de l'entreprise les concessions que le mouvement ouvrier organisé lui a fait faire dans l'entreprise, les villes sont aussi devenues une source considérable de profit. Leur construction et leur aménagement reposent sur des critères totalement étrangers aux intérêts et aux besoins de leurs habitants : ceux-ci doivent entrer en lutte pour conquérir ou reconquérir leur propre cité.

Pour transformer la vie, il faut contrôler la ville.

Dès maintenant, il convient de se fixer certains objectifs prioritaires tels que :

— la résolution du problème foncier par la collectivisation des sols immédiatement urbanisables et la mise en réserve des terrains entourant les agglomérations (droit de préemption, avec un contrôle effectif par les municipalités) ;

— la redéfinition des loyers et autres charges locatives : aucun profit ne peut y être toléré ;

— le versement du 1 % patronal sur les salaires à des offices HLM sous le contrôle des travailleurs ;

— la suppression des agences parasitaires et la réorganisation du marché du logement sous forme d'un service collectif.

En relation avec le contrôle des travailleurs sur la vie de leur entreprise (cf. plus haut), il faut imposer

le développement des transports en commun et leur gratuité pour les travailleurs.

Les équipements socio-culturels doivent être développés : ils doivent s'ouvrir sur le quartier et non se fermer sur l'immeuble ou le groupe d'immeubles, ce qui implique une modification de leur gestion, comme de leur conception architecturale.

Plus largement, il faut arriver à *la maîtrise de l'urbanisation*.

Une politique de la ville ne peut se réduire à la seule construction de logements sociaux. Une telle conception reviendrait en fait à entériner le rôle de l'habitat dans la reproduction de la division sociale du travail. Le problème essentiel, c'est de *lutter pour un contrôle populaire sur la ville*.

Ce contrôle ne doit pas seulement s'exercer sur les coûts de construction et sur le problème foncier. Il doit permettre une recomposition sociale d'une ville qui est aujourd'hui coupée en tranches, géographiquement, socialement, culturellement.

Si nous acceptons cette logique nous vivrons bientôt dans une société qui aura des maisons pour travailleurs français, d'autres pour travailleurs immigrés, dans une ville dont les contradictions sociales auront été résolues en parquant la pauvreté à sa périphérie, une ville où les enfants auront peut-être leurs crèches sociales et leurs écoles, les vieux leurs maisons de retraite, mais où les rapports enfants, adultes, vieillards, deviendront de plus en plus difficiles, et où les hommes seront définitivement étrangers les uns aux autres. C'est pourquoi notre lutte doit porter sur la conception même de l'urbanisme : l'architecture, l'organisa-

tion de l'espace, le décloisonnement des lieux de travail, d'éducation et de loisirs. Nous devons combattre pour que les conditions de l'habitat puissent favoriser la souplesse du mode d'organisation de la vie (possibilité de vie communautaire, solitaire, familiale), l'enrichir par l'harmonie de la création architecturale et de l'esthétique urbaine, et non empêcher toute tentative dépassant la structure de l'habitat conçu exclusivement pour des familles et des individus soumis.

Nous devons combattre pour des villes où l'on puisse se rencontrer et pas seulement « circuler » : interdiction des voitures individuelles dans les centres urbains, développement des parkings, politique des transports en commun, multiplication des lieux de rencontre. La lutte pour la qualité du cadre de vie est une lutte politique essentielle.

E) CHANGER L'ECOLE ET L'ENSEMBLE DU SYSTEME DE FORMATION ET D'EDUCATION

Les caractéristiques fondamentales de l'école capitaliste sont la séparation du travail intellectuel et du travail manuel avec la prédominance du premier sur le second. En même temps l'appareil scolaire a une double fonction :

— d'une part assurer une formation différenciée de la main-d'œuvre selon les besoins de l'économie capitaliste ;

— d'autre part reproduire les rapports de classe.

Cette fonction de sélection s'exerce d'abord sur le plan matériel et financier : coût des fournitures, des études, du transport ; insuffisance des locaux, du matériel, du nombre des enseignants ; elle se caractérise aussi par un contenu de l'enseignement qui coupe les enfants du milieu populaire de leur vie réelle et de celle de leurs parents (langage, expérience pratique, etc.).

En même temps, par son organisation très hiérarchisée, l'école habitue les enfants à la soumission et à l'obéissance passive. Elle a de ce fait un rôle répressif actif.

L'Etat bourgeois recrute et forme les enseignants en fonction du rôle qu'elle veut leur faire jouer : c'est-à-dire assurer la sélection et le conditionnement idéologique.

Une lutte contre le système de sélection qui aurait comme seul objectif la simple démocratisation de l'école actuelle s'attaquerait ainsi aux effets sans s'attaquer aux causes. Il ne s'agit évidemment pas de refuser ce type de combat. Mais les mesures arrachées en matière de gratuité de l'enseignement et de transport scolaire doivent être intégrées dans un ensemble d'objectifs plus vastes : la transformation de l'ensemble du système de formation et d'éducation. Cette transformation est indissociable de la révolution générale de la culture et inséparable d'une révolution sociale et politique.

L'école et les travailleurs

Les travailleurs n'ont aujourd'hui d'autres rela-

tions avec l'école que celles de leurs enfants. Dès lors, leurs réactions sont celles de parents désireux de leur assurer une promotion individuelle et non celle de travailleurs désireux d'assigner un certain nombre d'objectifs à la formation. Cette coupure entre le statut social et le statut familial conduit à une ignorance réciproque des combats des uns et des autres. C'est pourquoi il est nécessaire de préparer des actions capables d'unifier progressivement les travailleurs parents d'élèves, les élèves et les professeurs qui entendent transformer la formation.

Les luttes sur l'appareil de formation de la bourgeoisie doivent donc porter sur les points qui permettent une liaison effective avec les travailleurs : la sélection et la formation professionnelle.

Luttes sur la sélection sociale et scolaire

— Pour la gratuité totale des fournitures scolaires et du transport ;

— imposer la réduction des effectifs des classes surchargées ;

— dénoncer la sélection sociale à partir d'exemples locaux en organisant en particulier une contre-information systématique vers les travailleurs parents d'élèves ;

— dénoncer en même temps les mécanismes de sélection (normes, examens et concours, conseils d'orientation, etc.).

Contrôle ouvrier sur la formation permanente

L'objet de cette lutte devant être la formation permanente définie comme axe central de toute formation et non comme simple complément de la formation scolaire.

Les luttes pour la formation doivent unifier la classe ouvrière autour des mots d'ordre suivants :

— contrôle sur les crédits destinés à la formation permanente : les crédits de formation permanente, outre qu'ils doivent être considérablement augmentés, doivent pouvoir être utilisés en priorité par les travailleurs eux-mêmes chargés d'en contrôler le contenu et l'organisation. Ils peuvent être éventuellement alloués ensuite à des associations culturelles, populaires et à des mouvements de jeunesse ;

— formation comprise dans le temps de travail et sans aménagement préalable des conditions de travail : exigence de travail collectif et de méthode non scolaire, boycott des formateurs proposés par le patron, refus des exigences de diplômes scolaires pour suivre les stages.

Les enseignants révolutionnaires doivent apporter leur concours à ces luttes dans la mesure où leur rôle, préalablement discuté et défini par les travailleurs, peut être imposé aux patrons et à l'Etat par la mobilisation sur les lieux de travail.

Cette lutte sur la formation permanente esquisse dès maintenant le rôle du contrôle ouvrier sur les lut-

tes contre le système de formation de la bourgeoisie dans son ensemble.

Organiser la liaison des luttes

Ce peut être dans les luttes communes pour l'emploi par exemple, pour la disparition de l'auxillariat, par l'organisation d'une formation et d'une solidarité concrète à l'occasion de luttes dans les entreprises ou à l'école. Ce peut être aussi par la multiplication de réunions permettant aux uns et aux autres de débattre des objectifs de formation.

Formation permanente et sport scolaire

L'éducation physique doit être considérée comme faisant partie intégrante de la formation permanente.

Tout d'abord une lutte doit être menée contre la main-mise des sociétés privées sur le sport scolaire, et sur le sport en général.

Ensuite, imposer une éducation physique à l'école ne débouchant pas sur une activité sportive privée visant à la formation de champions dans des installations de luxe, mais sur une action pour des équipements ouverts à tous : élèves et travailleurs.

Nous citerons enfin deux autres objectifs importants :

— le développement des actions en faveur d'une liberté pédagogique capable avec les travailleurs de

contester le contenu de l'enseignement et l'institution scolaire elle-même, et non les seuls rapports maîtres-élèves ;

— la réalisation, lorsque le rapport des forces le permet, d'expériences nouvelles de formation : il ne s'agit pas ici de vouloir créer des îlots de formation socialiste, mais de commencer à expérimenter avec les travailleurs une façon nouvelle de concevoir les rapports des structures existantes avec la vie sociale : par exemple la lutte pour l'ouverture des établissements scolaires, le soir et le week-end, et leur organisation en maisons de jeunes, foyers culturels, etc. Ce peut être la création d'institutions nouvelles comme c'est le cas par exemple dans la banlieue de Grenoble où des expériences sont tentées tant sur le plan architectural que sur le plan du contenu et des méthodes d'une formation nouvelle.

F) RECONQUÉRIR LES MOYENS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

La lutte pour transformer le système de formation est inséparable de celle qui vise à redonner aux collectivités la maîtrise des moyens d'information et de communication. L'information est aujourd'hui de façon croissante soumise aux intérêts financiers : la presse écrite régionale en est la première victime, mais l'ensemble du système d'information écrit et audio-visuel

est directement contrôlé par quelques trusts. L'ORTF quant à elle, plus que jamais au service du pouvoir, n'a plus à offrir que la médiocrité et une vulgarité bouffonne que l'on nomme en haut lieu : joie et gaieté.

Quant aux nouvelles techniques audio-visuelles comme les vidéo-cassettes, elles sont d'ores et déjà contrôlées par Hachette...

Une simple transmission des moyens d'information et de communication au monopole d'Etat ne créera pas, bien au contraire, les conditions d'une maîtrise collective des moyens d'information et de communication. C'est pourquoi un combat essentiel doit être mené dans, ce secteur pour le contrôle des moyens existants et pour la création d'autres circuits.

— Des expériences intéressantes ont été tentées pour faire pression sur la presse régionale (cf. Dauphiné-Progrès, cf. l'Agence Presse-Libération) ; elles peuvent être largement développées.

— Nombre d'émissions radio et télévision à vocation intégratrice et prétendument destinées à permettre une expression populaire peuvent être utilisées pour transmettre des messages différents. (Cf. l'utilisation d'« Hexagone » par les militants d'associations populaires familiales de Roubaix, lors d'une émission sur la famille.)

— Les techniques modernes, magnétoscopes et vidéo-cassettes, peuvent être utilisées tout comme l'écrit pour créer sur des territoires restreints de nouveaux réseaux de communications. Ce peut être le cas dans

des villes dont les municipalités sont réellement socialistes. Ce peut être expérimenté dans des quartiers. Dans tous les cas, le contrôle et l'utilisation de ces techniques sont à la base d'une transformation à venir de l'ensemble du système de communication.

G) POUR UNE LIBRE ORGANISATION DE SA VIE

Les difficultés du mouvement ouvrier à poser le problème des « femmes » sont encore aujourd'hui importantes. Il faut en effet dépasser la seule sphère de l'économique : même s'ils sont essentiels, on ne peut s'en tenir aux problèmes que pose la situation des femmes dans la production. Il faut passer au niveau idéologique et aborder les questions de la sexualité et de la famille. On se heurte alors de front à la morale bourgeoise, à ses tabous et à ses idéaux qui ont joué un rôle important dans la formation des personnalités et des pensées dans toutes les couches de la société.

Il ne s'agit pas de réduire les problèmes de la sexualité et de la famille à des « problèmes féminins », ils sont bien évidemment ceux des hommes, des femmes et des enfants : le mouvement révolutionnaire doit fournir des réponses à ces trois points de vue. Mais il est vrai aussi que la situation des femmes est particulièrement caractéristique, d'où l'importance de leur révolte. On peut constater en particulier : .

— que la société bourgeoise oblige les femmes à se

situer d'abord en référence à une famille (fille, femme, mère), alors que les hommes sont situés socialement et en priorité par rapport à leur travail ;

— que l'idéologie actuelle, parce qu'elle permet une oppression sexuelle plus grande sur les femmes que sur les hommes, a fait de la sexualité un problème de femmes.

Ces constatations mènent à deux conséquences :

— à côté des problèmes de la famille et de la sexualité, le mouvement révolutionnaire doit traiter du problème spécifique des femmes ; la situation de la femme comme « dominée » est claire. Elle se retrouve aussi au niveau du travail ;

— on ne peut pas réduire le problème des femmes à un simple problème de classes et attendre que mécaniquement, la montée des luttes ouvrières permette de poser les problèmes sexuels et familiaux au niveau politique. L'aggravation des contradictions et la lutte contre l'oppression des femmes se sont situées en effet à des niveaux et à des moments différents : il faut assurer la convergence et la rencontre politique entre les luttes ouvrières et les luttes pour la libération des femmes, mais on ne peut réduire les secondes aux premières.

C'est pourquoi notre combat doit aujourd'hui porter sur les points suivants :

1. A travail égal, salaire égal, mais aussi responsabilités égales à tous les niveaux de l'activité sociale (professionnelles, politiques...) ;

— refus de la notion de salaire d'appoint.

2. Même droit pour tous d'exercer le métier de son choix.

Nous refusons la séparation entre métiers dits féminins (comme le secrétariat, le para-médical, l'éducation des enfants) et métiers dits masculins (comme le technique et tous les postes de commandement).

— contre les métiers réservés ;

Dès leur petite enfance, on a imposé à l'homme et à la femme des images différenciées de leur devenir : jouets différents, tâches spécifiques au sein de la famille, filières de formation séparées, inégalité devant la sexualité.

— pour les filles et les garçons, mêmes droits à l'éducation, au sport, au métier, au temps libre.

3. Suppression de la double journée de travail pour les femmes : elle s'obtiendra par un changement d'état d'esprit et d'attitudes pratiques des hommes et des femmes. Ceci suppose une lutte pour l'obtention d'équipements collectifs dans les immeubles et les quartiers, le développement des crèches, des aides à domicile, des systèmes de garde nocturne pour les enfants.

4. Possibilité de vivre librement sa sexualité, de disposer de son corps et de choisir le nombre de ses enfants.

Le caractère répressif et hypocrite de la législation sur l'avortement s'appuie sur les inégalités sociales et culturelles. En France, chaque année, un nombre important de femmes avortent.

Une minorité le fait dans des conditions médicales satisfaisantes ; d'autres, la majorité, le fait dans des conditions d'hygiène lamentables. Mais la lutte fondamentale à mener l'est contre l'ignorance en matière de sexualité et de contraception.

En effet, il faut bien constater que pour un grand nombre de femmes de milieu populaire, l'avortement contraint et forcé est une méthode de régulation des naissances. C'est parce que les moyens d'une véritable contraception ne leur sont pas donnés qu'elles en arrivent à ce qui est perçu comme « une extrémité ».

La bataille pour l'abrogation de la législation contre l'avortement est inséparable de la bataille pour l'éducation sexuelle déculpabilisante et pour la contraception libre. Les mots d'ordre sur l'avortement ont, dans la période actuelle, une force politique qui peut décroître si la contraception libre et gratuite rentre dans la réalité.

— Avortement médical libre et gratuit, sans limitation d'âge ;

— contraception libre, gratuite pour tous et toutes, sans discrimination d'âge ;

— cessation immédiate des campagnes diffamatoires envers certaines méthodes contraceptives ;

— déblocage des moyens financiers pour la recherche et une information technique et scientifique, dégagée de tout jugement moral dans tous les mass média (presse, télévision, radio, cinéma).

5. Pour une libération des femmes et des hommes dans la lutte contre l'idéologie dominante.

La classe dominante nous impose des modèles culturels, sa morale, et sa forme privilégiée de relations sociales, humaines et affectives : la famille bourgeoise traditionnelle.

Si la société exploite et aliène hommes et femmes, elle se sert de la famille pour instaurer la dépendance économique et affective de la femme et des enfants, par rapport à l'homme, et les opposer.

— Pour une nouvelle répartition du travail et des tâches domestiques dans la famille ;

— égalité immédiate des responsabilités en son sein.

Nous ne pouvons plus admettre de voir ainsi étouffer nos désirs et nos possibilités de relations humaines plus riches.

Nous devons combattre pour imposer la liberté d'organiser sa vie : seul, en famille, en groupe... Aucune discrimination liée au mode d'organisation choisi ne

doit être acceptée. Au contraire, des facilités matérielles (type de logement, équipements collectifs, etc.) doivent favoriser cette pluralité de choix.

— Abrogation de toutes les lois répressives et discriminatoires sur la sexualité ;

— pour le droit au plaisir ;

— pour la libération sexuelle ; en particulier des jeunes.

H) S'ATTAQUER AUX INSTRUMENTS DE REPRESSION DE L'ETAT

Institutions — dès que la force de la mobilisation populaire le permettra, suspension de la constitution de la V^e République et réunion d'une assemblée populaire constituante pour élaborer des institutions nouvelles.

Fiscalité — réduction des impôts répressifs sur les petits consommateurs (TVA), majoration de l'impôt sur les hauts revenus et les successions, création d'un impôt sur le capital

— Police : suppression des corps de répression (CRS, brigades spéciales, GM) interdiction de l'emploi de la police contre les grévistes.

— Justice : suppression des juridictions d'exception (tribunaux militaires, cour de sûreté de l'Etat), désignation démocratique des juges.

— Armée : aujourd'hui comme par le passé, l'armée constitue le dernier rempart de l'Etat bourgeois contre toute révolte populaire. Mais cette fonction politique n'est pas la seule. Le maintien de l'armée de contingent traduit la volonté du pouvoir de dresser chaque année 300.000 jeunes pour les transformer en serviteurs dociles du capitalisme. De plus, le rôle économique de l'armée est loin d'être négligeable tant à l'intérieur de la France où elle participe à la régulation de la croissance et au dégagement de surprofits pour le capitalisme, qu'à l'extérieur où elle est garante du maintien des intérêts de l'impérialisme français.

Mais d'ores et déjà, le Congrès affirme l'importance qu'il attache à un travail politique continu de longue haleine de l'extérieur comme au sein de l'armée.

Deux attitudes traversent le mouvement révolutionnaire :

— certains mettent en doute l'efficacité d'un travail dans l'armée et proposent de développer au contraire le « refus » radical par rapport à elle, ou de généraliser l'objection de conscience ;

— d'autres pensent qu'il faut avant tout travailler au sein de l'armée.

Il est absolument nécessaire d'unifier l'intervention de nos camarades sur l'armée. En tout état de cause,

il faut défendre tous les militants luttant contre l'armée de la bourgeoisie, et prendre les initiatives nécessaires (comités de défense des appelés).

Dès aujourd'hui, quelques mots d'ordre peuvent susciter notre action :

- libération des insoumis et des objecteurs emprisonnés ;
- un an c'est trop !
- réduction du temps des classes ;
- liberté d'incorporation entre 18 et 25 ans ;
- à bas la solde de misère de Debré !
- le SMIC pour les soldats !
- non au déracinement ; incorporation sur place !
- le contingent ne doit plus briser les grèves ;
- solidarité avec les luttes des travailleurs ;
- à bas les guerres coloniales ! liberté pour le Tchad !
- ouvrez les prisons militaires ! libérez les soldats emprisonnés !

— à bas le fort d'Aiton ! liberté d'information — liberté de discussion dans les casernes ;

— droit politique et syndical dans les casernes.

III. — L'ATTITUDE DU PSU DANS LA PÉRIODE ACTUELLE

A) Notre attitude par rapport à l'accord PC-PS

Notre stratégie n'est pas intemporelle. Les conditions de 1968 ne sont pas celles d'aujourd'hui et il serait vain de vouloir les reproduire artificiellement.

Celles de 1973, marquées par l'échéance des élections législatives et par l'accord PC-PS et radicaux minoritaires sont elles-mêmes spécifiques. Et si les grands axes d'une stratégie doivent être constants au cours d'une longue période, il est nécessaire de préciser constamment leurs points d'appui tactiques en fonction d'une conjoncture précise. S'il ne le comprend pas, le mouvement révolutionnaire sera toujours en retard d'une guerre.

L'accord de gouvernement réalisé entre le parti socialiste et le parti communiste est un événement important dans la période actuelle. Son importance est d'ailleurs liée beaucoup plus à la dynamique sociale et politique qu'il peut favoriser qu'aux forces politiques et aux hommes qui l'ont conclu. Nier l'importance de l'accord équivaldrait à se boucher les yeux et conduirait les révolutionnaires à mener une politique de l'autruche. Mais il serait tout aussi absurde d'ou-

blier les leçons que le mouvement ouvrier doit tirer de l'attitude récente ou plus ancienne du parti communiste et du parti socialiste.

C'est ainsi que, contrairement aux images d'Epinal que le parti socialiste tente d'actualiser, nous savons que les conquêtes ouvrières et populaires du Front Populaire ne sont pas dues au gouvernement de Léon Blum, mais à la mobilisation ouvrière qui suivit les élections de 1936.

Nous ne pouvons pas oublier non plus, quatre ans après Mai 68, à quel point l'attitude qu'eurent à l'époque les socialistes et les communistes était directement contraire à la réalisation du socialisme en France. L'accord de 1967 réalisé entre la FGDS et le parti communiste, loin d'être un support de la mobilisation populaire perdait toute importance, faute de détermination de la part de ces deux forces.

L'écroulement de la FGDS devait prouver qu'une force purement électorale se trouve incapable de comprendre, d'appuyer une mobilisation populaire et de lui donner un débouché politique. Le parti communiste montrait, lui, jusqu'où pouvait aller son refus d'être partie prenante de tout mouvement social et politique non contrôlé par ses forces.

Les élections et la mise en place éventuelle d'un gouvernement de gauche peuvent-elles suffire à ouvrir la voie au socialisme ?

Le mouvement révolutionnaire est trop souvent resté depuis mai 68 au stade des simplifications tant dans l'analyse qu'il pouvait faire des forces réformistes que dans l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire. A trop spéculer sur la disparition du parti socialiste et

sur la crise que devait provoquer au sein du parti communiste l'apparition d'un mouvement révolutionnaire, il n'a pas su, et le PSU avec lui, analyser les points d'appui sociaux et politiques que conservaient les différents réformismes, en particulier dans la classe ouvrière.

Sur le plan politique, une partie de l'extrême-gauche française dans sa volonté d'échapper totalement aux règles du système politique n'a pas su voir qu'un certain nombre de réformes, et l'utilisation des institutions dépendant du suffrage universel, demeuraient des points d'appui d'une stratégie révolutionnaire.

Ce double phénomène de sous-estimation des forces réformistes et d'abandon d'une partie du terrain politique risquerait de conduire à terme le mouvement révolutionnaire à n'être qu'une force marginale capable de mettre en évidence les tares les plus importantes du système sans avoir la capacité politique d'offrir une alternative au pouvoir actuel.

Pour nous, le travail politique au sein d'un certain nombre d'institutions légales, tout comme le fait de mener aussi la lutte sur le front électoral n'ont cependant de sens que s'ils s'inscrivent clairement dans une stratégie révolutionnaire. Sur ce point, nous réaffirmons notre désaccord avec les stratégies du parti communiste et du parti socialiste. L'une et l'autre en effet ont, malgré leurs contradictions, un point de convergence essentiel : sur le pouvoir et les moyens de sa conquête. Il s'agit d'investir électoralement l'Etat actuel et de s'en servir pour une transformation sociale en feignant de croire qu'il s'agit là d'un appareil neutre. Cette conception, qui fut celle de Léon Blum en

1936, lorsqu'il préconisait « l'exercice du pouvoir », et non la prise du pouvoir, conduit inévitablement tout gouvernement de gauche à s'enliser dans des contradictions économiques et sociales insurmontables. La situation chilienne aujourd'hui nous montre assez qu'un pouvoir populaire, au-delà de l'utilisation tactique de la légalité bourgeoise, doit lui substituer rapidement d'autres règles permettant l'exercice réel du pouvoir par les travailleurs ; sans cette transformation de la nature de l'Etat, un gouvernement se trouve réduit à l'impuissance devant les contre-attaques d'une bourgeoisie lésée dans ses intérêts.

Les socialistes et les communistes ne semblent pourtant par l'avoir compris : en refusant de toucher aux institutions, en se contentant de quelques réformes limitées dans l'armée, la police et la justice, ils ont choisi de maintenir l'essentiel des caractéristiques de l'Etat. Or, le programme commun, s'il reste très timide dans les transformations qu'il propose va déjà trop loin pour être accepté par les détenteurs du pouvoir actuel. Ainsi les menaces de nationalisations dans des secteurs rentables (et non déficitaires comme en 1945) provoqueront inévitablement des réactions économiques et financières, mais aussi politiques, de la bourgeoisie.

Un gouvernement de gauche ne peut alors compter que sur une seule force : les travailleurs qui l'ont porté au pouvoir. Encore faut-il leur donner les moyens d'exercer leur force et briser ceux des adversaires et tout particulièrement l'armée que le pouvoir actuel transforme en corps anti-subversif : ne pas prendre ces mesures, c'est se condamner à terme à l'échec. Au pire,

c'est créer les conditions d'un conflit direct entre l'Etat investi par la gauche et les travailleurs qui l'auront portée au pouvoir. Le mouvement ouvrier n'en a que trop fait l'expérience, au cours de son histoire.

Cette impuissance de la gauche réformiste à s'attaquer directement à l'Etat et à l'ensemble de ses appareils idéologiques et répressifs a pour corollaire un refus de permettre une prise en mains par les travailleurs de leur propre lutte.

L'absence quasi totale *du parti socialiste* au cours des luttes sociales de ces dernières années le conduit à n'envisager de transformations économiques et sociales que par voie de décret. On le voit clairement dans la façon dont les socialistes reprennent à leur compte le thème du contrôle ouvrier. Loin d'en faire un axe de lutte des travailleurs pour aujourd'hui, base d'un projet d'autogestion pour demain, ils le réduisent à un certain nombre de mesures gouvernementales qu'ils prendraient en cas d'arrivée au gouvernement.

Quant *au parti communiste*, au lieu de concevoir un programme comme une arme politique au service des travailleurs, il ne retient de leurs combats que ce qui peut contribuer à renforcer un rassemblement électoral « antimonopoliste ». Or, *l'unité populaire* est une conquête difficile : elle suppose que soit peu à peu dépassé l'ensemble des divisions qui séparent les ouvriers des paysans, les ouvriers eux-mêmes, et l'ensemble de ceux qui peuvent constituer avec eux la force sociale et politique nécessaire à la réalisation du socialisme. Cette unité ne peut être réalisée que dans les combats des uns et des autres. Elle doit être forgée par des solidari-

tés concrètes, telle celles des paysans au moment de la grève du « Joint Français » ou de « Pennaroya ».

Le parti communiste, lui, ne conçoit l'union populaire que comme une coalition de mécontents du système. Loin de permettre aux travailleurs de surmonter eux-mêmes leurs contradictions, il contribue à leur impuissance en laissant croire que l'opposition aux monopoles suffit à créer les conditions d'un rassemblement populaire.

C'est ainsi que la création de comités de soutien au programme commun dans les entreprises n'a pour objectif que la canalisation vers la seule échéance électorale des mouvements sociaux. Quand les travailleurs choisissent d'autres formes de lutte et d'autres objectifs, comme ce fut le cas par exemple au « Joint Français », à « Pennaroya », à « Evian », il préfère alors freiner la lutte. Quand il ne s'emploie pas à la briser...

La conception de l'Etat et la façon de mener le combat aujourd'hui contre le capitalisme constituent donc les points de divergence fondamentaux d'une stratégie réformiste et d'une stratégie révolutionnaire. Il ne s'agit pas pour nous de refuser de combattre pour l'obtention de réformes structurelles ou de négliger l'importance d'une conquête de l'Etat par la voie électorale. Mais la réussite même de la transformation sociale suppose le bouleversement immédiat des principales structures du pouvoir et en premier lieu les appareils de répression.

Elle suppose surtout d'utiliser une victoire électorale comme un point d'appui de la lutte des classes afin de transformer une conquête de l'Etat en une prise de pouvoir réelle par les travailleurs. C'est en fonc-

tion de ces principes qu'est déterminée l'attitude du PSU par rapport au parti communiste et au parti socialiste.

Un programme, pour quoi faire ?

Le programme de gouvernement PC-PS et radicaux minoritaires illustre par son contenu et par son objet la conception de l'Etat et des luttes sociales que nous venons de critiquer. Par son objet d'abord : qu'il ne prétende pas être un programme socialiste, c'est là un point que tous ceux qui estiment nécessaire une transition du capitalisme au socialisme, ne peuvent lui reprocher. Mais il faut savoir de quelle nature est cette transition, en quoi elle peut, comme le prétend le préambule du programme, « ouvrir la voie au socialisme ». Il faut savoir surtout quels seront les acteurs de cette transformation. Or, le programme commun n'envisage une telle dynamique de rupture avec le capitalisme que sous forme gouvernementale. Le rôle de la mobilisation populaire n'y est prévu que comme soutien à un gouvernement de gauche en cas de contre-attaque de la bourgeoisie. Elle n'apparaît jamais comme un élément central de la transition au socialisme.

Au mieux, le programme commun permet une transition d'un gouvernement « de gauche » à un gouvernement d'inspiration « socialiste ». Mais non un bouleversement des structures du pouvoir et un exercice de la démocratie qui puisse rendre acteurs ceux que le régime actuel s'efforce de transformer en sujets passifs.

Quelle démocratisation ?

Cette conception qui reprend la vieille filiation du socialisme étatique cher à la gauche française traditionnelle, on la voit nettement par le rôle joué dans l'ensemble du programme par le terme de « *démocratisation* ». Cette idée est au cœur de toutes les transformations prévues en matière de logement, de santé, d'éducation, de vie dans l'entreprise. Cette démocratisation a deux caractéristiques — elle ne remet pas en cause pour l'essentiel les structures des institutions actuelles puisqu'elle prétend simplement élargir la base sociale de ceux qui y participent et de ceux qui les gèrent. On le voit particulièrement dans le chapitre consacré à l'Education Nationale : à aucun moment, le problème de l'institution scolaire elle-même ne se trouve posé. La coupure totale avec l'environnement, la conception de la formation permanente comme annexe de la formation scolaire et non comme un axe fondamental de toute formation, tout cela n'est pas remis en cause. L'école continuera d'être ce qu'elle est avec plus de locaux, plus de professeurs et plus d'élèves d'origine sociale populaire. Certes, cette démocratisation vaut mieux que la situation actuelle, c'est évident. Mais elle ne change rien d'essentiel. Tel est le cas également de la démocratisation de l'armée et de la police. Rien n'est changé à leur nature, alors que c'est la fonction même des corps de défense qu'il faut repenser et celle des corps spécialisés de répression qu'il faut briser.

Cette conception de la démocratisation a pour corollaire une seconde caractéristique : le refus de for-

mes nouvelles d'exercice du pouvoir. La délégation par l'intermédiaire des organisations syndicales, professionnelles et politiques demeure le modèle exclusif de la démocratie. La décentralisation des centres de décision, la mise en place de formes de démocratie directe dans des unités de base, quartiers, unités de production, etc. n'est même pas envisagée.

L'autogestion : pourquoi son absence ?

Le sort réservé à l'autogestion est la conséquence directe de cette idée du socialisme qui apporte aux hommes un bonheur par procuration. Le parti socialiste ne l'avait lui-même conçu que comme un élément parmi d'autres et non comme un axe politique lié à la nature du socialisme à construire. Il l'avait surtout limité à la production sans modifier pour autant les formes du pouvoir politique, courant ainsi le risque de faire de l'autogestion une gestion économique plus moderne, mais parfaitement intégrable par le capitalisme. Au moins avait-il reconnu qu'il s'agissait là d'un thème essentiel. Le programme commun en a fait une idée vague, mise sur le même plan que l'autonomie de gestion proposée par le parti communiste. Dès lors, loin d'être le prolongement de l'axe de la lutte du contrôle ouvrier, l'autogestion n'est plus qu'un « gadget » pour une gestion économique modernisée, mais non transformée.

Si l'on met en rapport les objectifs du programme commun, ou ceux mis en avant respectivement par le parti socialiste et le parti communiste, et les princi-

pales questions qui NAISSENT dans un pays capitaliste développé, le décalage est patent : seules les revendications syndicales essentielles du moment sont réellement prises en compte et c'est là un élément positif : salaire minimum à 1.000 F, retraite à 60 ans, droits politiques et syndicaux pour les travailleurs immigrés, modification du droit du travail et lutte contre le pouvoir discrétionnaire du patronat en matière de licenciements. Encore faut-il remarquer que toutes les autres revendications exprimées autour de l'axe de lutte du contrôle ouvrier sont, elles, oubliées ou déformées. On n'envisage le contrôle des travailleurs que sur des points limités et son exercice supposera préalablement la ratification par décret. Mais toute l'organisation sociale du travail se trouve pour l'essentiel maintenue.

Lorsqu'on aborde les problèmes de la famille, de l'école, de la santé, du cadre de vie, aucune transformation de leur nature (et non de leur fonctionnement) n'est envisagée. Le socialisme tel que le conçoit la gauche traditionnelle est un système qui logera, nourrira, éduquera. Son aspect central, pour reprendre l'expression qui revient comme une litanie dans les différents chapitres — sera de « satisfaire les besoins ». Mais rien n'est fait pour donner à des collectivités d'hommes les moyens d'une maîtrise sur les moyens de communication, d'échange, de transmission des connaissances, sur le cadre de vie ; leur formation, leur santé, leur travail demeureront des objets extérieurs. L'homme du socialisme d'Etat est un homme de besoins. On n'imagine pas qu'il puisse être aussi un homme de désirs, un homme de liberté, qui entend exer-

cer individuellement ou collectivement cette liberté de manière créatrice.

B) LES CHOIX POLITIQUES DU PSU

1) Une position anticapitaliste unitaire

Le PSU a de l'élaboration d'un programme une conception différente dans son contenu comme dans sa fonction. Il met en place une stratégie de lutte contre le capitalisme et de transition au socialisme différente de celle du Parti Communiste et du Parti Socialiste. Ces désaccords, même lorsqu'ils sont essentiels, ne nous conduisent cependant pas à confondre ce que représente le pouvoir de la bourgeoisie, ses intérêts et ses bases sociales et ce que représente le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Même au plus fort de ses désaccords, le PSU a toujours manifesté qu'il existe un adversaire principal, le capitalisme, et qu'il est partie prenante de tout mouvement qui vise à l'attaquer et à le renverser. C'est pourquoi la Direction Politique Nationale des 15 et 16 janvier 1972 adoptant un rapport sur la stratégie du Parti affirmait déjà :

« Il est évident que nous ne pouvons mettre sur le même plan une coalition de droite et une coalition éventuelle de la gauche réformatrice. Nous pouvons par contre déborder cette gauche aux deux niveaux des objectifs et des formes de lutte. Il faut en effet refuser

une tactique d'attentisme qui conduirait le PSU à considérer en spectateur l'évolution positive ou négative de l'union de la gauche » (p. 45 - Rapport sur la stratégie du PSU).

Et nous ajoutons dès cette époque pour préciser l'attitude du PSU aux prochaines élections :

« En tout état de cause, les révolutionnaires ne convaincront pas les travailleurs du caractère illusoire des propositions réformistes par leurs seuls écrits ou discours. C'est dans une expérience historique et à partir *de faits* que cette démonstration peut se faire. Personne ne comprendrait que les révolutionnaires favorisent de fait la victoire de l'adversaire principal, la droite et les réformateurs néocapitalistes, en appliquant soit une tactique classe contre classe (1) soit même une tactique d'indifférence qui pourrait se traduire au second tour par des consignes d'abstention en cas d'absence de candidats révolutionnaires... » (p. 47).

Cette attitude constante du PSU, reprise dans la déclaration du Bureau National après l'accord de gouvernement PC-PS a été confirmée par le Conseil National de Juvisy. Il a adopté le principe d'un « désistement de classe » des candidats du PSU au second tour des élections législatives, s'ils sont devancés par des candidats du Parti Communiste et du Parti Socialiste.

1. Expression utilisée par le PCF avant 1936 pour justifier sa tactique conduisant à considérer la SFIO comme « adversaire principal » et comme « social-fasciste ».

En tout état de cause notre critique doit s'assortir de propositions positives et d'objectifs précis de dépassement du programme socialiste et communiste en cas de victoire électorale de gauche.

C'est le cas par exemple des nationalisations. Si nous voulons empêcher qu'elles ne se réduisent à des « étatisations » sans profit pour les travailleurs, ces derniers devront prendre aussitôt les choses en main : expulser les cadres fascistes et CFT, prendre le contrôle des entreprises puis des branches.

Pour enrayer les hausses des prix nous devons mettre en place à tous les niveaux des commissions de contrôle populaire.

Par ailleurs, le problème du pouvoir se heurtera immédiatement à l'obstacle présidentiel. Pompidou fera tout en cas de succès de la gauche pour organiser la contre-offensive, d'abord sur le plan institutionnel, quitte à la poursuivre ensuite par d'autres moyens y compris militaires. Organiser la lutte pour le renvoi de Pompidou sera par conséquent un objectif essentiel.

2) La nécessité d'une force révolutionnaire

Notre volonté de ne faire en aucun cas le jeu de l'adversaire capitaliste est cependant inséparable des moyens que nous prenons pour donner au socialisme sa véritable chance. Il est trop clair que la conception qu'en a le Parti Communiste n'est pas la nôtre. Le Parti Socialiste, lui, malgré la volonté d'un certain nombre de ses éléments de gauche, reste essentiellement un parti de notables dont l'action est orientée exclusive-

ment vers la conquête et la défense des sièges électoraux. Nous ne pouvons savoir à l'avance quelle sera l'évolution de ces deux partis, ni quel sera le dénouement des contradictions qui les traversent secrètement ou publiquement. Mais nous pouvons dire qu'il n'y a pas d'avenir socialiste véritable en France tant qu'une force révolutionnaire importante n'aura pas été capable de traduire en objectifs politiques, ce que mai 68 a révélé d'aspirations.

Le PSU n'entend ni la représenter, ni la constituer avec ses seules forces. Nous savons aussi qu'une force politique suffisamment puissante ne naîtra ni d'une fusion des multiples organisations révolutionnaires actuelles, ni non plus du seul développement des luttes. Il y faut une volonté politique qui sache aussi reconnaître les désaccords profonds qui traversent le mouvement révolutionnaire. C'est pourquoi le PSU s'attache d'abord à promouvoir une unité d'action des militants révolutionnaires qui ait une valeur significative. La réalisation d'une Conférence Nationale Ouvrière avec des militants de Lutte Ouvrière et de l'AMR en constitue un aspect important. L'appel lancé par le Conseil National de Juvisy pour que le mouvement révolutionnaire se présente unifié aux élections en est un second. Il dépendra en définitive de la Ligue Communiste qui l'a jusqu'ici refusé au profit d'un front des organisations trotskystes, que cette unité se réalise ou non. En tout état de cause, le PSU s'emploiera à dépasser la dispersion et trop souvent l'impuissance qui caractérisent encore le mouvement révolutionnaire français. Il le fera sans cacher que les divergences que nous avons aujourd'hui avec le Parti Communiste, sur l'Etat, la démo-

cratie, l'autogestion sont aussi celles que nous avons avec toute une fraction du mouvement révolutionnaire actuel.

L'alternative socialiste au pouvoir actuel ne peut se forger que dans l'unité des travailleurs. Elle suppose la médiation politique d'une force socialiste et révolutionnaire puissante. Tels sont les deux objectifs essentiels que poursuit aujourd'hui le PSU.

Nous avons précisé notre désaccord avec l'idée que le Parti Communiste se fait de « l'union populaire ». Nous croyons que l'unité de tous ceux que le capitalisme exploite ou opprime à des titres très divers sera longue et difficile à réaliser. On ne surmonte pas le temps d'une élection l'ensemble des divisions qui séparent aujourd'hui les travailleurs et que l'organisation capitaliste du travail perpétue : on ne peut croire non plus que l'unité populaire se réalisera par la simple juxtaposition des révoltes et des mécontentements. Elle doit pour se réaliser s'unifier autour d'un projet politique socialiste. C'est le sens du manifeste que le PSU propose aujourd'hui. Nous avons voulu dans ce texte déterminer les axes essentiels d'un socialisme capable non seulement de respecter mais aussi de créer les conditions d'exercice d'une véritable liberté collective.

Nous ne prétendons pas mener seuls cette tâche. La plupart des forces révolutionnaires sont aujourd'hui encore potentielles et inorganisées.

Ce sont elles qu'il faut rassembler, c'est avec elles qu'il faut construire le socialisme. Nous n'avons d'autre ambition que de contribuer à cette tâche.

CONTRÔLER AUJOURD'HUI POUR DÉCIDER DEMAIN

CHAPITRE 4 – NOTRE LUTTE POUR LE SOCIALISME